

**CONSULTATION N°25-SI599CUP**

**Fourniture, installation, formation, assistance au démarrage et maintenance d'une solution digitale de pilotage, suivi, contrôle et évaluation de la prestation de bionettoyage pour les Hôpitaux Necker, HEGP, Broca/La Collégiale, Corentin-Celton et Vaugirard du GHU AP-HP Centre Université Paris Cité.**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

# **Cahier des clauses Administratives particulières (CCAP)**

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	1 / 23

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE.....	4
1.1: Objet.....	4
1.2: Forme .....	4
1.3: Durée.....	5
1.4: Définition de la prestation .....	5
ARTICLE 2: DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 3: ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS.....	5
3.1.4 Formule de révision .....	6
3.1.5 Clause de sauvegarde .....	7
ARTICLE 4: MODALITES D'EXECUTION .....	7
4.1: Vérification –Remise des livrables-Admission.....	7
4.2: Mise en ordre du marche.....	8
4.3: Vérification d'aptitude .....	8
Vérification d'aptitude partielle .....	8
Ajournement .....	8
4.4: Vérification de service régulier.....	9
Admission – Réception .....	9
Ajournement .....	9
Admission avec réfaction – rejet.....	10
4.5: Dispositions complémentaires .....	10
ARTICLE 5: PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	10
5.1: Disponibilités des codes sources.....	10
5.2: Garantie des droits.....	11
ARTICLE 6: GARANTIE.....	11
6.1: Délai de garantie.....	11
6.2: Garantie de conformité des progiciels et logiciels .....	11
6.3: Garantie de conformité aux lois et règlements.....	11
6.4: Garantie anti-virus.....	12
6.5: Garantie d'évolution.....	12
6.6: Garantie des vices cachés.....	12
6.7: Garantie de réversibilité.....	12
6.8: Garantie de recevoir des tiers .....	13
ARTICLE 7: EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION.....	13
ARTICLE 8: MAINTENANCE ET HEBERGEMENT.....	13
8.1: Maintenance .....	14

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	2 / 23

8.2: Hébergement.....	14
ARTICLE 9: CONFIDENTIALITE.....	14
ARTICLE 10: INFORMATIQUES ET LIBERTES – CNIL-SECURITE DES DONNEES ET ECHANGES .....	15
ARTICLE 11: SOUS-TRAITANCE.....	15
ARTICLE 12: COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION .....	15
12.1: Commandes.....	15
ARTICLE 13: CONTROLE - SUIVI DU MARCHE.....	16
13.1: Contrôle.....	16
13.2: Suivi du marché .....	16
13.3: Modification du marché .....	17
ARTICLE 14: FACTURATION – PAIEMENT - AVANCE.....	18
14.1: Facturation.....	18
14.2: Paiement.....	19
14.3: Avance.....	19
ARTICLE 15: ASSURANCES.....	20
ARTICLE 16: NANTISSEMENT.....	20
ARTICLE 17: RETENUE DE GARANTIE .....	21
ARTICLE 18: PENALITES - RESILIATION.....	21
18.1: Pénalités .....	21
18.2 Pénalités pour non-exécution et/ou retard dans l'exécution ou la livraison d'une commande .....	21
18.3 Pénalités spécifiques aux prestations de suivi logiciel.....	21
18.4 Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché.....	22
18.5 Modalités de mise en œuvre et de recouvrement des pénalités .....	22
18.6 Résiliation .....	22
ARTICLE 19: LITIGES .....	22
ARTICLE 20: DEROGATION.....	23

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	3 / 23

### 1.1: Objet

La présente consultation porte sur la fourniture, l'installation, la formation, l'assistance au démarrage et la maintenance d'une solution digitale de pilotage, suivi, contrôle et évaluation de la prestation de bionettoyage pour les Hôpitaux Necker, HEGP, Broca/La Collégiale, Corentin-Celton et Vaugirard du GHU AP-HP Centre Université Paris Cité.

La présente consultation comprend :

- La fourniture, la mise en œuvre et l'intégration de l'application logicielle de gestion du processus de bionettoyage, comprenant :
  - La fourniture et l'installation des composants logiciels et matériels (tablettes) ;
  - La mise en œuvre des interfaces et liens contextuels avec le système d'information ;
  - Le paramétrage de l'application et l'assistance au paramétrage. À ce titre, le fournisseur devra donner une indication de la charge de travail qui devra être assurée par l'établissement ;
  - La validation des fonctionnalités et des performances ;
  - La fourniture des documentations techniques et fonctionnelles.
- Des prestations d'accompagnement :
  - La conduite de projet ;
  - Le déploiement de la solution ;
  - La formation et le transfert de compétences des référents et utilisateurs métier ;
  - La formation et le transfert de compétences des référents fonctionnels et techniques de la DSI ;
  - L'assistance au démarrage et le suivi post-démarrage.
- La maintenance corrective et évolutive de l'outil et de ses composants physiques.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Les prestations sont réunies en un lot unique.

### 1.2: Forme

La procédure de consultation est la procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 à 7 du Code de la Commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

La consultation donnera lieu à la passation d'un marché mixte comportant une part forfaitaire et une part s'exécutant par l'émission de bons de commande.

Le marché est conclu sans montant minimum.

En application de l'article R. 2162-4/2°, le marché comporte uniquement un montant maximum sur lequel est engagé le titulaire pour la durée du marché.

Le contrat est conclu avec un maximum représenté par 150 % du montant de l'offre définitive du titulaire, sur la durée maximum du marché (de la date de notification au 5 novembre 2028), pour intégrer des prestations complémentaires non prévues initialement, avec la réserve que ces prestations complémentaires ne soient pas

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	4 / 23

achetées dans le cadre d'un marché central passé par l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris.

1.3: Durée

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution ferme de la date de notification au 5 novembre 2028.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, le marché sera résiliable sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris.

1.4: Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 2: DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (AF), la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi ;
  - Annexe N°1 : RGPD ;
  - Annexe N°2 : Cadre de Réponse Technique ;
  - Annexe N°3 : Charte SI ;
  - Annexe N°4 : Les prescriptions de la politique générale de sécurité des systèmes d'information (PGSSI) de l'AP-HP.
  - Annexe N°5 : Fournisseur Sécurité
- Le Cahier des Clauses Générales applicables aux marchés publics des techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) en vigueur à la date de publication
- Les documents techniques présentés par le candidat et admis par l'AP-HP dans le cadre de la consultation
- L'annexe RGPD APHP complétée et signée
- Les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins

ARTICLE 3: ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

3.1 - ETABLISSEMENT DES PRIX

Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur, il s'engage à fournir à la cellule des marchés du GHU APHP Centre – Université Paris Cité, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	5 / 23

Ces prix comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et au respect des obligations de résultat prises par le Titulaire au titre du présent marché.

3.1.1 – **Caractère et contenu des prix**

Les prix du marché sont unitaires et forfaitaires.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro fixé dans l'acte d'engagement.

3.1.2 - **Régime des prix**

**Nota Bene** : En cas de baisse de prix des articles du marché, le titulaire s'engage à répercuter cette baisse sur les prix consentis à l'AP-HP, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix.

**Les prix sont fermes** pour la fourniture, la mise en œuvre et l'intégration de la solution informatisée des autocontrôles et de la traçabilité et les prestations d'accompagnement.

**Les prix sont fermes la première année et révisables, à date anniversaire du marché,** pour la maintenance corrective et évolutive de l'outil.

3.1.3 La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut être à l'initiative de l'AP-HP ou du titulaire du marché. La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

Révision à l'initiative de l'AP-HP

Dans ce cas, la proposition de révision est envoyée par l'AP-HP via la plateforme PLACE, au plus tard 30 jours avant la date anniversaire du marché. Le coefficient de révision sera arrêté à la troisième décimale.

En cas d'accord du titulaire du marché, il enverra à l'AP-HP les annexes financières mises à jour à cette adresse : [cellulemarches.aphpcup@aphp.fr](mailto:cellulemarches.aphpcup@aphp.fr)

Révision à l'initiative du titulaire :

Dans ce cas, la proposition de révision est envoyée à l'AP-HP via la plateforme PLACE, au plus tard 30 jours avant la date anniversaire du marché. Le coefficient de révision sera arrêté à la troisième décimale. L'AP-HP traitera la demande dans un délai intervenant avant la date anniversaire du marché.

En cas d'accord de l'AP-HP, le titulaire enverra à l'AP-HP les annexes financières mises à jour à cette adresse : [aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr](mailto:aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr) et en copie [cellulemarches.aphpcup@aphp.fr](mailto:cellulemarches.aphpcup@aphp.fr)

3.1.4 Formule de révision

$$P = Po \times [0.125 + 0.875 (S/So)]$$

P = Nouveau prix révisé

Po = prix initial, correspondant pour la première révision au prix proposé par le titulaire dans le cadre du marché négocié ; puis correspondant au dernier prix en vigueur.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	6 / 23

S= dernière valeur de l'indice SYNTEC connue à la date de révision

So = indice SYNTEC connu à la date de dépôt de la dernière offre pour la première demande de révision, puis la dernière révision pour les autres demandes.

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

Ces indices sont consultables en ligne à l'adresse Internet suivante : <http://www.indices.insee.fr/>.

### 3.1.5 Clause butoir et de sauvegarde

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 % par rapport à l'année précédente, La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Seules les hausses anormales dues aux matières premières ou à des exigences réglementaires nouvelles permettront une hausse supérieure ; dans ce cas, un dossier justificatif détaillé devra être fourni.

Dans le cas où aucun accord après négociation n'est possible entre les deux parties, Si l'augmentation des prix résultants de la révision ne correspond pas à l'application de la formule proposée, ou aux possibilités budgétaires, le groupe hospitalier se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché.

Les nouvelles conditions de prix acceptées par le Groupe Hospitalier donneront lieu à l'établissement d'une note d'information.

En dehors de ces cas, les prix ne seront pas modifiés.

## ARTICLE 4: MODALITES D'EXECUTION

Les prestations exécutées seront strictement conformes à celles décrites dans les documents contractuels et notamment le CCTP.

Le titulaire s'engage, par ailleurs, à communiquer toutes les difficultés dont il pourrait prendre la mesure, au regard de son expérience au fur et à mesure de la réalisation des prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite du projet.

L'exécution du marché s'opère dès réception de la notification du marché

### 4.1: Vérification –Remise des livrables-Admission

La mission démarrera dès la notification du marché.

Le responsable de la DSI des hôpitaux du GHU APHP. Centre Université Paris Cité ou son représentant procède aux opérations de vérification.

Les opérations de vérification qualitatives décomposées en MOM, VA et VSR s'appliquent à la partie du logiciel du présent marché.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	7 / 23

## 4.2: Mise en ordre du marché

L'installation et la Mise en Ordre de Marche (MOM) interviennent dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG TIC. Le délai à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la MOM est de 3 mois par dérogation à l'article 29 du CCAG TIC. Ce délai pourra être revu dans le cadre de la mise au point du marché.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues au CCAG TIC.

## 4.3: Vérification d'aptitude

Conformément, à l'article 32.3 du CCAG TIC, la vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP du présent marché ou dans le silence de celui-ci, dans la documentation du titulaire.

La vérification d'aptitude fera l'objet d'une VA partielle et d'une VA définitive.

### Vérification d'aptitude partielle

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG TIC, le délai imparti à l'établissement pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 3 mois après la mise en ordre de marche (MOM).

A l'issue de la période de vérification d'aptitude, le pouvoir adjudicateur aura le choix entre :

- Adresser au titulaire un procès-verbal de vérification d'aptitude positif si la délivrance est conforme au marché  
Le cas échéant, la vérification d'aptitude pourra être prononcée avec réserves.

- Ajourner la vérification d'aptitude dans les conditions prévues à l'article 34.2 du CCAG TIC  
La Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité précisera alors par écrit la liste des points non conformes et sur lesquels il est demandé des corrections. Le titulaire devra procéder aux corrections durant une période supplémentaire de 2 mois par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC.

Au cas où le titulaire n'aurait pas rempli ses obligations contractuelles, une troisième et dernière période de 2 mois est ouverte, par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC.

A l'issue de cette période, et en cas d'insatisfaction La Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve la possibilité de :

- Rejeter les prestations et de procéder à la résiliation du présent marché sans indemnités de résiliation et sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 19.1 du CCAP.
- Rejeter la livraison si les prestations sont trop éloignées des exigences techniques du marché.

### Ajournement

Les critères de notification de la Vérification d'Aptitude sont rappelés ci-dessous :

Notifié sans réserve : aucune anomalie. Le système est exploitable.

Notifié avec réserve : aucune anomalie bloquante (Niveau 1) ou majeure (Niveau 2) sans solution de contournement acceptable empêchant le démarrage. Des réserves sont émises sur des anomalies de niveau 2 (avec solution de contournement acceptable) et 3 (dans le périmètre d'engagement initial). Le système est exploitable en attendant la correction des anomalies.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	8 / 23



Ajourné : Au moins une anomalie bloquante ou majeure sans solution de contournement acceptable. Le système est non exploitable.

Une anomalie de niveau 3 ou de niveau 2 (avec solution de contournement acceptable) entraîne la signature du procès-verbal Vérification d'Aptitude avec réserves. Le constat de la résolution des anomalies se traduit alors par l'émission d'un compte rendu. Le processus de Vérification de Service Régulier peut être engagé.

Une anomalie bloquante ou majeure sans solution de contournement acceptable entraîne l'ajournement de la VA et la mise en production est retardée. Lorsque l'anomalie est constatée entre les phases de VA et de VSR, une situation de vigilance est positionnée.

La résolution ou correction de l'anomalie doit être effectuées par le Fournisseur puis validée par la Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité avant de mettre un terme à l'ajournement.

La qualification de la gravité des anomalies sera évaluée de la façon suivante

Niveau 3 : c'est une anomalie mineure : elle correspond à une anomalie non critique ou une anomalie intermittente n'ayant pas pour conséquence de rendre inopérante une fonction du progiciel. Cela peut également correspondre à un engagement dans le périmètre initial non tenu.

Niveau 2 : c'est une anomalie majeure : une fonction essentielle du progiciel est inopérante mais le reste du progiciel est utilisable. Il existe une ou des solutions de contournement, le champ d'opération des utilisateurs se trouve restreint sans que cela soit critique.

Niveau 1 : il s'agit d'une anomalie bloquante : elle correspond à un système de production ne fonctionnant pas ou à une information majeure absente. Il n'existe pas de solution de contournement, ce niveau de gravité demande une résolution immédiate.

#### 4.4: Vérification de service régulier

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux prescriptions de l'article 32.4 du CCAG/TIC.

La vérification du service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation et d'utilisation.

La Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité ne prononcera la vérification de service régulier qu'une fois toutes les réserves formulées au moment de la vérification d'aptitude levées.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG/TIC, la régularité de service sera observée à partir de la notification de vérification d'aptitude définitive et pendant une durée de 4 mois.

##### Admission – Réception

Elle est prononcée par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la période de vérification de service régulier.

Conformément à l'article 34.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier sa décision au titulaire, à défaut, la réception des prestations est tacite.

Les décisions de réception sont prises sous réserve des vices cachés.

##### Ajournement

La Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité prononce une décision d'ajournement s'il estime la réalisation d'une mise au point. Cette décision est prise dans les conditions de l'article 34.2 du CCAG-TIC.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	9 / 23

La vérification de la régularité de service se déroulera sur une période supplémentaire maximale de 2 mois, par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC.

Au cas où le titulaire n'aurait toujours pas rempli ses obligations contractuelles, une nouvelle période de deux mois est ouverte.

A l'issue de cette période, et en cas d'insatisfaction, La Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve la possibilité de rejeter les prestations et de procéder à la résiliation du présent marché sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 19.1 du CCAP.

#### Admission avec réfaction – rejet

Si la Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité estime que des prestations ne satisfont pas aux conditions du marché, mais qu'elles présentent une possibilité d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections.

Si la Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

Ces décisions seront prises dans le cadre des articles 34.3 et 34.4 du CCAG-TIC.

Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue au marché. Si les prestations sont rejetées, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire, avant la réception, sont restituées sauf si celui-ci reconnaît que les prestations ont pu être utilisées. Le montant à restituer est alors fixé d'un commun accord.

A défaut, il est fait application de l'article 55 du CCAG-TIC.

#### 4.5: Dispositions complémentaires

Les frais occasionnés par la mise à niveau des matériels ou logiciels en cas de rejet après vérification d'aptitude et vérification de service régulier, ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

Au cas, où les délais contractuels des étapes de vérifications ne seraient pas respectés, La Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité peut résilier le marché aux torts du titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévues à l'article 19.1, dès le premier jour de retard.

### ARTICLE 5: PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le droit d'usage et de propriété sont conformes aux dispositions de l'article 44 du CCAG-TIC.

#### 5.1: Disponibilités des codes sources

Le titulaire s'engage, dans les cas cités ci-après, à permettre au bénéfice du pouvoir adjudicateur, l'accès au programme source du logiciel et sa documentation déposée auprès de l'Agence de Protection des Programmes (APP) à Paris, ou auprès d'un notaire ou de toute autre institution ou autorité.

Les cas autorisés sont les suivants :

- Arrêt de la commercialisation et de distribution du logiciel

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	10 / 23

- Redressement ou liquidation judiciaire du titulaire, sans reprise des engagements auprès de l'administration dans un délai d'un mois à compter du jugement prononçant le redressement ou la liquidation

L'accès au programme source, se fait dans la limite de la présente concession de licence et ne transfère aucun droit de propriété à l'administration.

5.2: Garantie des droits

Les dispositions de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC s'appliquent.

ARTICLE 6: GARANTIE

6.1: Délai de garantie

Les prestations objets du présent marché font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la date de prononciation de la Vérification de Service Régulier. Au-delà de ce minimum, la durée de la période de garantie sera précisée par le titulaire dans sa réponse.

A ce titre, pendant toute la durée de garantie, le titulaire corrigera gratuitement toute anomalie par rapport aux spécifications de la présente consultation, conformément aux obligations de maintenance décrites dans le CCTP auxquelles le titulaire sera lié.

A cette fin, la Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par la Direction du Système d'Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

Tout temps d'immobilisation pour panne prolongera d'autant la période de garantie.

Le titulaire est tenu à minima pendant toute la période de la garantie aux délais suivants :

- Garantie de rétablissement à compter de la déclaration (appel téléphonique ou message électronique) des hôpitaux du GHU APHP. Centre Université Paris Cité (5j/7) : 5 heures ouvrées maximum, du lundi au vendredi entre 7h00 et 17h00.

Le respect des délais est un impératif. Le manquement à cette obligation déclenche l'application de pénalités de retard et sert de base à leur calcul (Article 19.1 du CCAP)

A l'issue de la période de garantie, le premier contrat de maintenance sera souscrit au prorata temporis pour se terminer en fin d'année civile. Ainsi les contrats de maintenance annuels suivant seront en phase avec l'année civile

6.2: Garantie de conformité des progiciels et logiciels

Le titulaire garantit la conformité des progiciels et des logiciels spécifiques à leurs spécifications publiées à la date de leur livraison ainsi qu'aux spécifications techniques et fonctionnelles prévues par le marché.

6.3: Garantie de conformité aux lois et règlements

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	11 / 23

Le titulaire s’engage à garantir aux hôpitaux du GHU APHP. Centre Université Paris Cité que le système livré demeurera conforme, durant toute la durée du marché, aux lois et règlement en vigueur applicables.

Dans le cas ou des évolutions du système seraient nécessaires pour assurer cette conformité, ces dernières seront à la charge du titulaire et sans qu’il ne puisse en résulter aucune conséquence pour la Direction du Système d’Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

Une obligation d’immédiateté dans la mise en conformité requise incombe alors au titulaire, qui veillera à préciser à la Direction du Système d’Information des hôpitaux du GHU APHP. Centre Université Paris Cité, sous quel délai raisonnable il compte effectuer ladite mise en conformité.

6.4: Garantie anti-virus

Le titulaire s’engage à ce que sa prestation n’infecte pas le système d’information du pouvoir adjudicateur (virus, spam, codes malveillants, etc...).

6.5: Garantie d’évolution

Les prestations du titulaire délivrées au titre du présent marché devront être capables d’évoluer de façon à satisfaire les besoins futurs du pouvoir adjudicateur.

6.6: Garantie des vices cachés

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre tout défaut ou vice caché au sens donné par la loi française à cette garantie, qui affecterait le service qu’il fournit dans sa conception ou sa programmation.

En cas de vice caché, le pouvoir adjudicateur pourra exercer à l’encontre du titulaire les actions reconnues par la loi et les tribunaux à l’acheteur d’une chose affectée d’un vice caché (article 1641 du code civil).

6.7: Garantie de réversibilité

Dans la mesure où l’exploitation de la solution est prévue pour une durée supérieure au marché, la réversibilité impose au titulaire d’empêcher toute rupture organisationnelle, technologique, fonctionnelle à la fin du marché, qu’elle qu’en soit sa cause, afin d’assurer la continuité de l’utilisation de la solution.

La mise en œuvre de la réversibilité pourrait notamment intervenir :

- En cas de changement de logiciel
- En fin de marché, lors de la désignation d’un nouveau titulaire
- En cas de résiliation du marché

Le titulaire s’engage à assurer une totale réversibilité du processus sur le plan technique et à tout mettre en œuvre sur les plans juridique et humain, afin de permettre au pouvoir adjudicateur de reprendre ou de faire reprendre par un tiers désigné par lui les prestations fournies par le titulaire dans des conditions optimales.

En cas d’expiration ou de résiliation, pour quelque motif que ce soit, du marché, le pouvoir adjudicateur sera en droit d’obtenir du titulaire que ce dernier lui communique toutes les informations qui lui seront nécessaires pour lui permettre de préparer la réversibilité. Le titulaire s’engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	12 / 23

demande, la copie sur support numérique de la dernière situation des données ou de tout autre élément nécessaire à la réalisation de la réversibilité.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire s’engage à apporter son assistance au pouvoir adjudicateur ou à tout autre prestataire désigné par celui-ci pour faciliter la reprise de l’activité. Cette assistance comprendra également tout le transfert de savoir-faire nécessaire à l’exploitation de la solution.

Ce droit s’exerce pendant le délai nécessaire à la réalisation de la réversibilité. Dans tous les cas, les opérations de réversibilité devront être achevées au plus tard au jour de l’expiration du marché ou, le cas échéant, le jour de la prise d’effet de la résiliation du marché en cas de résiliation, pour quelque motif que ce soit.

Les prestations fournies par le titulaire au titre de la réversibilité font partie intégrante du périmètre du marché et ne donnent pas lieu à rémunération complémentaire.

Quel que soit le motif qui a donné lieu à la résiliation du marché, les obligations nées pendant la durée du marché ne prennent fin qu’après que le titulaire a respecté ses engagements liés à la réversibilité.

6.8: Garantie de recevoir des tiers

Le titulaire garantit la Direction du Système d’Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité contre toute revendication de tiers relatives à la propriété intellectuelle des logiciels fournis au titre du marché.

Si l’établissement est victime d’un trouble dans la jouissance des progiciels, logiciels ou services fournis, le titulaire prend immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- Soit modifier ou remplacer tous les éléments par d’autres éléments conformes aux spécifications du marché ;
- Soit faire en sorte que la Direction du Système d’Information du GHU APHP. Centre Université Paris Cité puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement supplémentaire.

ARTICLE 7: EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d’une modification de la réglementation en vigueur, d’une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l’exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s’avérerait nécessaire, celui-ci s’engage à l’accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

ARTICLE 8: MAINTENANCE ET HEBERGEMENT

Les propositions de contrat de maintenance et de contrat d’hébergement devront à minima reprendre (ou présenter des prestations supérieures) les éléments suivants

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	13 / 23

## 8.1: Maintenance

De par leur nature, les prestations objet du marché nécessitent de la maintenance.

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance pendant une durée d'au moins trois ans à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Les prestations de maintenance seront effectuées à titre préventif, correctif et évolutif, conformément aux articles 22, 38 et suivants du CCAG-TIC.

Conformément à l'article 38.1 du CCAG-TIC, le titulaire propose un contrat de maintenance adapté au contexte précis DES HÔPITAUX du GHU APHP. Centre Université Paris Cité incluant à minima :

- Une garantie/maintenance préventive, corrective et évolutive
- Une assistance téléphonique 5 jours sur 7 hors jours fériés de 8h00 à 17h00.
- Une garantie de rétablissement de 4 heures, du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.

## 8.2: Hébergement

La solution proposant un hébergement externe, le premier contrat d'hébergement sera signé selon un coût au prorata temporis par rapport à la fin de l'année civile en cours. Le contrat suivant étant signé ensuite pour l'année civile entière, sous réserve de reconduction par le pouvoir adjudicateur.

La prestation d'hébergement doit inclure en particulier la gestion des sauvegardes (et des éventuelles restaurations rendues nécessaires), la mise à niveau des serveurs, leur sécurité matérielle et informatique, antivirus

La solution d'hébergement proposée doit obligatoirement répondre à des critères de haute disponibilité du service et, en cas de défaillance accidentelle, à une garantie de temps et rétablissement qui ne saurait excéder 4 heures ouvrées.

Le candidat exposera dans le mémoire technique l'architecture d'hébergement et les engagements de qualité de service afférents.

## ARTICLE 9: CONFIDENTIALITE

Le Titulaire comme le GHU APHP Centre – Université Paris Cité s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'autre partie à l'occasion de l'exécution du présent marché, sauf, en cas d'accord écrit donné par le GHU APHP Centre – Université Paris Cité et/ou par le Titulaire, lorsque les informations sont tombées officiellement dans le domaine public, lorsque les informations sont indiquées par la partie qui les communique à chaque communication, comme n'étant pas confidentielles, lorsque les informations sont diffusées au public préalablement à la notification du marché ou lorsque les informations sont intégrées dans le produit.

De plus, le Titulaire comme le GHU APHP Centre – Université Paris Cité s'engagent à faire respecter ces différentes obligations par leurs personnels salariés ou non et leurs partenaires.

Le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques du GHU APHP Centre – Université Paris Cité conformément aux lois et régimes applicables, et notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les dispositions du code de la propriété intellectuelle applicables aux logiciels et celles du nouveau code pénal et en application du règlement n°2016/679 dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018.

Le Titulaire garantit également que son système répond aux besoins de sécurité et de traçabilité des accès et opérations exigées par la CNIL.

Le Titulaire ne peut accéder aux bases de production que ponctuellement et qu'avec un accord explicite et précis du APHP Centre – Université Paris Cité.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	14 / 23

À l'exclusion de ses propres programmes ou de ses propres documentations, le Titulaire ne peut copier, utiliser ou diffuser sans autorisation préalable et écrite de l'AP-HP, aucune partie ou totalité d'un développement, d'un fichier et/ou d'une donnée détenue par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par l'AP-HP et/ou aucune documentation détenue par l'AP-HP.

Aucune sortie des locaux du GHU APHP Centre – Université Paris Cité de données, de fichiers, de configurations, de supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, d'une pièce détachée et/ou d'une documentation détenue par le GHU APHP Centre – Université Paris Cité ne peut être faite sans l'autorisation préalable et écrite du Service du Système d'Information du groupe hospitalier.

Le Titulaire s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance du GHU, quelle qu'en soit la nature et ce tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou en avoir connaissance. En particulier, les informations nominatives relatives aux patients sont couvertes par le secret médical et le secret CNIL, lesquelles ne tombent pas dans le champ du domaine public.

Au cours de ses visites dans les locaux des hôpitaux du GHU APHP Centre – Université Paris Cité, le personnel du Titulaire ne peut être accompagné d'un tiers ou d'un partenaire du Titulaire sans accord écrit préalable et ponctuel du Directeur du Système d'Information du GHU APHP Centre – Université Paris Cité.

## ARTICLE 10: INFORMATIQUES ET LIBERTES – CNIL-SECURITE DES DONNEES ET ECHANGES

Ces dispositions sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Dans le cadre de son offre, le candidat devra fournir l'annexe RGPD APHP sur la protection des données jointes au CCTP dûment complétée. Il devra également envoyer une copie de sa certification ISO 27001.

## ARTICLE 11: SOUS-TRAITANCE

L'ensemble des prestations, sont considérées comme essentielles et doivent être exécutées par le titulaire ou l'un des membres du groupement et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance. Cela est notamment dû au fait que l'objet du marché consiste au traitement de données sensibles.

## ARTICLE 12: COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

### 12.1: Commandes

Les commandes seront établies par le Groupe Hospitalo-Universitaire APHP. Centre Université Paris Cité et transmises au titulaire par courrier ou par télécopie. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par la Cellule marchés du Groupe Hospitalo-Universitaire APHP. Centre Université Paris Cité pour pallier ses défaillances éventuelles.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	15 / 23

Les bons de commandes ne peuvent être passés que pendant la période d'exécution du marché ou accord-cadre.

Le délai d'exécution des bons peut aller au-delà du terme de l'accord-cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution du marché ou accord-cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord-cadre, dans la limite maximale de trois (3.) mois.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

ARTICLE 13: CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

13.1: Contrôle

L'A.P.-H.P. se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

Conformément aux dispositions du CCTP, le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, les performances, les fonctionnalités et à garantir la qualité des prestations et fournitures au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art.

Cette qualité résulte notamment :

- Du respect des stipulations des pièces constitutives du marché (bons de commandes inclus),
- Du respect des temps de réponse de l'application
- Du respect des délais correspondants aux prestations commandées,
- Du caractère permanent de la disponibilité du service et en conséquence, particulièrement, l'absence de défaillance des moyens de diverses natures fournis par le Titulaire,
- De l'application des normes en vigueur.

Le Directeur du Système d'Information du GHU APHP Centre – Université Paris Cité se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer par un tiers, à ses frais, des contrôles sur la qualité des logiciels et prestations fournis par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du marché, à répondre à leurs questions, et à mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Est notamment auditable au titre du dispositif contractuel, le respect par l'équipe du Titulaire des dispositions relatives à la qualité, stipulées par le Titulaire.

13.2: Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans le déroulement des prestations donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par la Cellule marchés du Groupe Hospitalo-Universitaire APHP. Centre Université Paris Cité, et obligatoirement communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie strictement réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	16 / 23



se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à la Cellule marchés du Groupe Hospitalo-Universitaire APHP. Centre Université Paris Cité.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 49 et 50 du CCAG TIC sera prononcée, ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

13.3: Modification du marché

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

En cas d'évolution technologique ou technique

En raison de l'évolution technologique extrêmement rapide des matériels et logiciels informatiques, il est prévu au présent marché, une clause d'évolution technologique.

Cette clause pourra être mise en œuvre à tout moment de l'exécution du marché, à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur proposition du titulaire du marché, après accord des parties.

Cette clause d'évolution technologique pourra être mise en œuvre dans 2 hypothèses :

- Évolution technique de la solution proposée
- Remplacement d'un logiciel ou progiciel, dont la mise en place est prévue au marché par un nouveau produit assurant des fonctions équivalentes et destiné au même usage.

Le titulaire garantit la compatibilité des nouveaux matériels, logiciels ou progiciels avec la solution mise en œuvre dans le cadre du présent marché.

La clause d'évolution technologique ne peut s'appliquer à des produits répondant exclusivement à de nouvelles fonctions qui n'auraient pas fait partie du projet initial et qui n'auraient pas été intégrées à ce titre au marché.

Les nouveaux matériels et logiciels doivent présenter un rapport qualité prix jugé supérieur à celui des produits initialement retenus.

La clause d'évolution technologique sera mise en œuvre par la signature d'un avenant par les deux parties contractantes.

En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par ajout de références au BPU

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

La modification sera alors formalisée par voie d'avenant. Le marché pourra être modifié en application des articles R2194-2 à R2194-9 lorsque cela sera nécessaire à la bonne exécution du marché.

La Direction du Système d'Information du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre Université Paris Cité se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	17 / 23

## En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché (nombre de tablettes)

Le nombre d'utilisateurs étant amené à évoluer sur la durée du marché, à la hausse, comme à la baisse. La part forfaitaire sera nécessairement amenée à évoluer également.

Dans ce cas, le RPA informera le titulaire de l'évolution de son besoin. Cela donnera lieu à une modification de la DPGF concernée. Le titulaire devra strictement respecter les prix pratiqués en fonction des prix renseignés dans le BPU.

### Exemple :

Lors de l'ajout de 3 utilisateurs, cela donne lieu à la location de 3 tablettes, de 3 licences dédiées et de 3 abonnements 4G/5G supplémentaires. Pour valoriser ces ajouts, le titulaire ajoutera dans la part forfaitaire, les prix dédiés, dans le BPU, à ces trois lignes.

Cela sera formalisé par note d'information, en cas d'impact sur le montant forfaitaire total inférieur de 5% en augmentation ou diminution et par avenant en cas d'impact supérieur. Dans toutes les hypothèses, le titulaire devra fournir une annexe financière mise à jour.

## ARTICLE 14: FACTURATION – PAIEMENT - AVANCE

### 14.1: Facturation

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'utilisation du portail CHORUS-PRO est obligatoire pour l'ensemble des factures adressées aux entités publiques.

La facture originale sera déposée sur le portail Chorus-Pro, via le module « factures émises » et le cadre de facturation A1 « Dépôt par un fournisseur d'une facture ».

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture » ;
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Le nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées H.T et T.T.C. ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

**Les factures ne détaillant pas ces éléments, ou dont la liquidation serait déclarée erronée suite aux contrôles effectués par l'AP-HP et ses économistes, seront rejetées** afin de permettre d'établir une refacturation en cohérence avec le règlement attendu. Ces refacturations devront porter une **nouvelle référence**, la réglementation comptable ne permettant pas de modifier une pièce déjà transmise, et mentionner la facture rejetée.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	18 / 23

Lors du dépôt de facture dans le portail Chorus-Pro, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° de **SIRET de l'AP-HP (267 500 452 01928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.**

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

Le groupe hospitalier déduira, le cas échéant, les pénalités appliquées.

La facturation des prestations forfaitaires **est mensuelle (sauf les coûts de mise en œuvre initiaux, payés au démarrage du projet)**, le règlement des prestations forfaitaires est effectué **à terme échu**, après vérification et approbation par la responsable du service Restauration.

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

Le groupe hospitalier déduira, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 11 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

14.2: Paiement

Le paiement s’effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues à l’article 10 du CCAG/TIC.

L’exécution du marché sera financée par le budget du GHU APHP Centre – Université Paris Cité.

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l’article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit. Le taux retenu pour le calcul des intérêts moratoires est le taux d’intérêt légal augmenté de huit points.

Le délai maximum de paiement est au plus de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

14.3: Avance

Conditions de versement de l’avance

Si le montant initial du bon de commande / du marché est supérieur à 50 000 € HT et (conditions cumulatives) que le délai d’exécution des prestations est supérieur à 2 mois, une avance obligatoire est accordée au titulaire et/ou au sous-traitant du marché s’il en forme la demande dans l’acte d’engagement ou de sous-traitance. Une avance peut être versée sur à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct lorsque le marché initial est éligible au versement de l’avance.

Montant de l’avance

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	19 / 23

Le montant de l'avance est calculé en € TTC sur la base des prestations non sous-traitées pour le titulaire et uniquement pour la partie sous-traitée pour les sous-traitants.

Elle est de 5% du fait du statut d'établissement public de santé de l'AP-HP, conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Lorsque la durée de la prestation est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant de la prestation.

Lorsque la durée de la prestation est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

#### Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint (65%) du montant TTC du bon de commande visé.

### ARTICLE 15: ASSURANCES

Le Titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers aux usagers et aux personnels du groupe hospitalier par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux de maintenance des équipements qu'après intervention.

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Les conditions générales et particulières des polices d'assurance doivent être présentées au Groupe Hospitalo-Universitaire APHP Centre Université Paris Cité au plus tard au moment de la notification du marché, et sont accompagnées d'un certificat de la compagnie d'assurance attestant qu'elle a pris connaissance des présents C.C.A.P. et C.C.T.P. et notamment des responsabilités qui incombent à son assuré, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire justifie auprès de l'AP-HP avant tout début d'exécution des prestations, du contenu des garanties et du paiement des primes.

Le titulaire du marché doit prévenir le représentant du Groupe Hospitalo-Universitaire APHP Centre Université Paris Cité de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de la modification.

### ARTICLE 16: NANTISSEMENT

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	20 / 23

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R.2191- (46 à 63) du code de la commande publique

ARTICLE 17: RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 18: PENALITES - RESILIATION

18.1: Pénalités

Les délais d'intervention fixés au chapitre « MAINTENANCE » sont des délais contractuels.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, les pénalités suivantes sont appliquées au titre du présent marché comme suit :

18.2 Pénalités pour non-exécution et/ou retard dans l'exécution ou la livraison d'une commande

En cas de retard dans l'exécution d'une commande au regard de la date de livraison ou du délai d'exécution spécifié dans le bon de commande ou à défaut dans le présent CCP, le Titulaire encourt une pénalité calculée comme suit:

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle :

- **P** correspond au montant de la pénalité.
- **V** correspond à la valeur HT de la commande telle qu'elle figure sur le bon de commande.
- **R** correspond aux nombres de jours calendaires de retard.

Si le retard est imputable au GHU APHP Centre – Université Paris Cité, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

18.3 Pénalités spécifiques aux prestations de suivi logiciel

En cas de retard d'intervention, au regard des délais impartis aux services du Titulaire à l'article 5.3.3 du CCTP, le Titulaire encourt :

- 200 Euros par jour de retard, pour une anomalie majeure
- 100 Euros par jour de retard, pour une anomalie moyenne.

Le retard est compté en jours ouvrés.

Si plusieurs retards sont constatés le même jour, mais pour des interventions connexes ou ayant pour objet la même anomalie, la pénalité ne peut être appliquée qu'une fois.  
Seul le Directeur du Système d'Information du GHU APHP Centre – Université Paris Cité peut décider l'application des pénalités.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	21 / 23

## 18.4 Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché

En cas de non-respect par le Titulaire, sans motif valable, de toute autre obligation lui incombant au titre du présent marché, y compris la remise du bilan évaluatif annuel, celui-ci encourt, au-delà d'un délai de 15 jours calendaires à compter d'une mise en demeure de se conformer à ses obligations restées sans effet, l'application par l'AP-HP d'une pénalité de 100 euros par jour de retard.

## 18.5 Modalités de mise en œuvre et de recouvrement des pénalités

Les pénalités ne sont applicables qu'après mise en demeure du titulaire, restée sans effet. Cette mise en demeure est notifiée au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Ce courrier doit être motivé et indiquer les raisons qui justifient l'application de pénalités. Ces raisons doivent impérativement être imputables au titulaire, à la chose livrée par lui, ou aux prestations effectuées par lui.

Les pénalités sont recouvrées par l'émission d'un avoir par le Titulaire au titre du présent marché, ou à défaut par la notification au titulaire d'un titre de recettes.

## 18.6 Résiliation

L'A.P.-H.P. peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 49 du CCAG-TIC, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 48 du CCAG-TIC, après deux mises en demeure (ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG / FCS (Chapitre VII). Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Pendant la période comprise entre la décision de résiliation et la date d'effet de la résiliation, l'exécution des bons de commande devra être poursuivie par le Titulaire aux dernières conditions de prix acceptées par le GHU.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, le Groupe Hospitalo-Universitaire APHP Centre Université Paris Cité, peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions de l'article 54 du Cahier des Clauses Administratives Générales / TIC en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

## ARTICLE 19: LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre le Groupe Hospitalo-Universitaire APHP Centre Université Paris Cité et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	22 / 23

## ARTICLE 20: DEROGATION AU CCAG /TIC

Article du CCAG- TIC	Article du CCAP	Objet
51	1.3	Résiliation
33.2.1	4.3	Vérifications d'aptitude
14	19.1	Pénalités
50	19.2	Résiliation

A.P.-H.P. Centre	Consultation n° 25-SI599CUP	CCAP
MAPA	Dernière mise à jour du : 16/02/2026	23 / 23